

Prolétaires de tous les pays, nations et peuples opprimés, unissez-vous !



N°72 SEPTEMBRE
2023

Fondée le 1^{er} mai 1968
Relancée en 2010

La Cause du peuple

causedupeuple.org

JOURNAL PROLÉTAIRE, ANTI-IMPÉRIALISTE ET RÉVOLUTIONNAIRE

MALI
GUINÉE
BURKINA
NIGER

COMMENT LA FRANÇAFRIQUE TREMBLE



ACTUALITÉS NATIONALES

France : la répression des révoltes de Juin-Juillet s'intensifie

P. 4

INTERNATIONAL

Équateur : derrière l'assassinat d'un candidat, la crise du vieil État

P. 8

CULTURE PROLÉTARIENNE

Roc Rouge : histoires méconnues de la révolution chinoise

P. 18

En guise de premier bilan

Au Mans, dans la salle d'audience, le jeune homme a un air de défi malgré les 15 jours de détention provisoire qu'il vient d'effectuer en prison. Il dit s'être révolté pour « *la haine de l'injustice subie et la volonté de [se] faire entendre pour que Macron se réveille* ». Et avant d'être condamné, la procureure lui demande : « *C'est à vous de rendre justice à Nahel ?* » Il lui répond sans sourciller : « *Et vous, vous avez fait quoi pour lui rendre justice ?* »

Cet exemple n'est pas isolé. Tandis que le gouvernement bourgeois se terre dans sa répression insensée, ses projets de loi contre le peuple et ses intrigues pour préparer la présidentielle de 2027, une génération entière de prolétaires et de révolutionnaires a appris beaucoup de leçons en moins d'un an de lutte.

De janvier 2023 à aujourd'hui, la situation a changé des dizaines de fois, avec une seule constante : la mobilisation des masses avec le sentiment, partagé par tous, qu'on en a marre, que ça ne va pas. Assez des réformes pour arranger la grande bourgeoisie et nous faire bosser jusqu'à en crever. Assez des mouvements qui ne mènent qu'à la négociation avec le gouvernement. Assez des 49.3. Assez des blablas électoralistes sur les prochaines élections, l'union de la gauche, le Parlement. Assez de la blague de la « démocratie bourgeoise » où l'on prend des écologistes pour des terroristes. Et, avec une grande explosivité, assez des violences policières qui sont le quotidien des quartiers prolétaires.

Les masses ont montré leur mécontentement, et en le faisant, elles ont aussi montré leur force. L'État bourgeois est un colosse aux pieds d'argile ; si les masses se soulèvent, il s'écroule. Toute son énergie et ses finances passées à renforcer ses fondations, à armer ses forces de police, à entraîner son armée contre le peuple, à développer sa propagande... Tout ça ne sert qu'à colmater une base qui est pourrie jusqu'aux racines. Lorsque le gouvernement, pour faire passer son budget, est obligé d'aller chercher 15 milliards d'euros dans le remboursement des médicaments tandis qu'il augmente le budget militaire, c'est un signe de faiblesse, et non de force.

Aucune des raisons fondamentales des révoltes de cette année n'a eu de réponse. Qu'elles aient été contre les réformes, l'exploitation, la parodie de démocratie ou encore les violences policières... toutes ces raisons de se révolter subsistent. Elles n'existent pas de façon abstraite, dans l'air. Elles vivent concrètement dans les cœurs et les esprits de millions de prolétaires, exploités quotidiennement, méprisés par l'État et qui ont pourtant la tête levée. La révolution socialiste trouvera sa base. Le calme est trompeur : il précède toujours la tempête.

MALI
GUINÉE
BURKINA
NIGER

COMMENT LA FRANÇAIFRIQUE TREMBLE



EN UNE

Collage de diverses manifestations contre l'impérialisme français ayant eu lieu ces dernières années au Mali, Guinée, Burkina Faso, Niger et Gabon.

SOMMAIRE

- 4 La répression des révoltes de Juin-Juillet s'intensifie
- 6 Lula et le Brésil : au-delà du folklore, le gros business de l'agro-business
- 7 Yémen : l'armée saoudienne a tué à bout portant des centaines de migrants éthiopiens
- 8 Équateur : derrière l'assassinat d'un candidat, la crise du vieil État
- 9 Turquie : répression du festival révolutionnaire de Munzur, à Dersim
- 12 Le coup d'État au Niger sape à nouveau la Françafrique
- 14 Théorie : la répression et la violence réactionnaire de l'État bourgeois
- 16 Elzita Rodrigues Silva : une vie de lutte exemplaire
- 18 *Roc Rouge* : histoires méconnues de la révolution chinoise
- 19 Espagne : l'acharnement répressif de l'État contre la parole révolutionnaire

la Cause du peuple

est un journal prolétaire, anti-impérialiste et révolutionnaire. Il est le travail de tous ses contributeurs et contributrices, pilotés par le Comité de rédaction du journal, joignable sur Twitter et Instagram (@Cause_du_Peuple) et par mail : causedupeuple@protonmail.com

La Cause du Peuple est vendue à prix libre.

1 BAYONNE : GRÈVES DES BUS PENDANT LES FÊTES

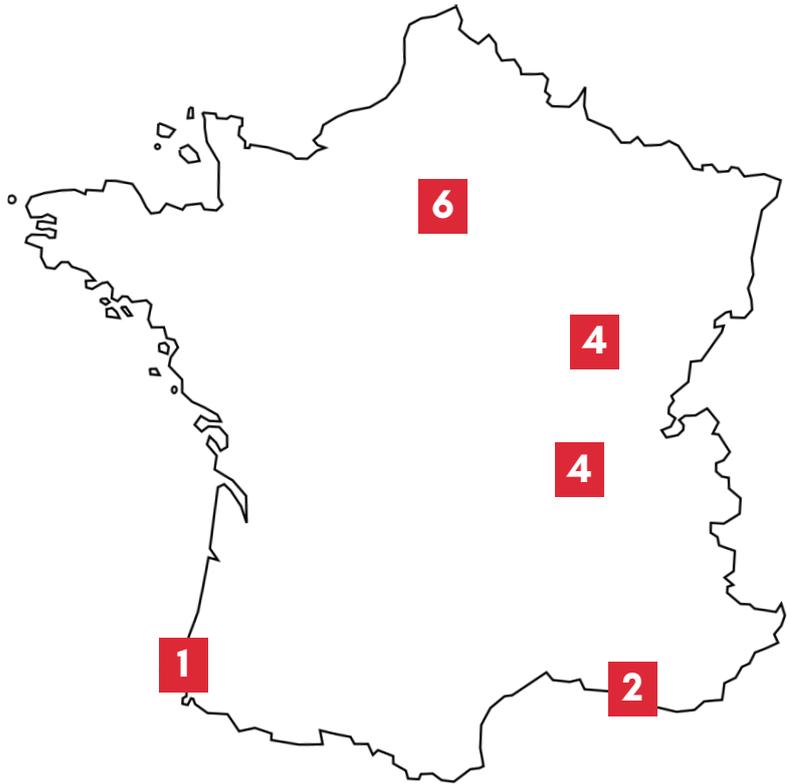
Un mouvement de grève a eu lieu cet été sur les bus à Bayonne, pendant les Fêtes bien connues organisées dans la ville. Il a été appelé pour dénoncer les conditions de travail (six heures de conduite sans pause notamment). C'est déjà le deuxième mouvement de ce type, après un premier lors du Tour de France. La bourgeoisie municipale dénonce une « *instrumentalisation* » qui met « *en danger* » les Fêtes. Mais pense-t-il, Monsieur le Maire de Bayonne, aux chauffeurs de bus qui aimeraient, eux aussi, faire la fête ?

2 MARSEILLE : GRÈVE DU NETTOYAGE À LA GARE SAINT-CHARLES

Des poubelles entassées, voilà le paysage qui donnait la gare Saint-Charles de Marseille au mois d'août. La société Laser Propreté, qui s'occupe du nettoyage de la gare, ne payait plus ses employés depuis juillet, et certains, même depuis juin ! Sans surprise, le mouvement de grève a été très suivi. Après deux semaines de lutte, qui viennent s'ajouter à deux autres grèves cette année, le nettoyage a repris, après une procédure de réquisition des grévistes lancée par la mairie de gauche.

3 INFLATION : LES MASSES SE PRIVENT ET REJETTENT LES MARQUES CHÈRES

Alors qu'une étude révélait en juin que 58 % des personnes interrogées se serraient la ceinture sur l'alimentation et que 51 % sautaient régulièrement ou occasionnellement des repas, des nouvelles informations sont tombées. Elles concernent les habitudes de consommation et nous indiquent que la vente de produits des grandes marques nationales a chuté de 7,3 %, tandis que celle des marques distributeurs (Carrefour, Intermarché, Super U, etc.), en général moins chers, a augmenté de 4,2 %. Encore une preuve que ce sont les masses populaires qui portent sur leurs épaules le poids de l'inflation et de la crise.



4 LYON ET DIJON : APPLE NE RÉPOND PLUS !

Tensions chez la marque à la pomme. Un mouvement gronde dans les Apple Store de France depuis le mois d'août. Trois magasins sur les 20 du pays, qui emploient 2 300 personnes, se sont mis en grève le samedi, provoquant des fermetures anticipées. Ce mouvement spontané est parti de Lyon, et s'est étendu à Dijon, avec un taux de gréviste majoritaire. Les grévistes dénoncent la gestion du personnel et du temps de travail, alors que les négociations avec la direction ont commencé. D'autres raisons de cette colère, comme les salaires, sont bien présentes.

5 INFLATION : AUGMENTATION NETTE DU COÛT DES ÉTUDES EN FRANCE

En moyenne, c'est 6,5 % d'augmentation du coût de la vie en France pour les villes universitaires. Les chiffres ahurissants du classement réalisé cette année donnent un coût mensuel de la vie à 1 557 € à Paris et à presque 1 150 €

dans des villes comme Rennes ou Nantes. Même dans les endroits plus « abordables », l'augmentation est notable. Les crédits étudiants ont eux aussi relevé leurs taux cet été.

6 PARIS : LICENCIEMENT ET MENACES SUITE AUX GRÈVES À DISNEY

Mickey Mouse fait la gueule ! Après la grève d'un millier de salariés en mai pour une augmentation de salaire de 200 € et le paiement double des dimanches, la direction de Disneyland Paris passe à l'offensive. Elle cherche à licencier les fauteurs de troubles. Cinq personnes sont accusées d'avoir occupé abusivement un lieu et de porter atteinte à l'image de l'entreprise. Les syndicats dénoncent en bloc la répression que veut faire subir la direction, et qu'elle a déjà commencé à appliquer : un jeune gréviste de 20 ans a été licencié le 14 août dernier, au premier faux-pas. Le motif invoqué par la direction : un incident qui serait survenu avec un client deux mois plus tôt, pour une gaufre mal servie, ce qui aurait « *porté atteinte à l'image de l'entreprise* ».

La répression des révoltes de Juin-Juillet s'intensifie

Quel bilan peut-on tirer des nuits de révolte qui ont agité toute la France après la mort de Nahel cet été ? La combativité était au rendez-vous, tout comme des revendications proprement politiques, comme en témoignent les cibles des révoltes (bâtiments d'État) et les slogans écrits sur les murs. Des dizaines de milliers de jeunes prolétaires se sont révoltés, et l'État bourgeois les a appelés des émeutiers. Le « syndicat » de police Alliance a déclaré qu'ils étaient des « nuisibles ».



Arrestation d'un groupe d'enfants de 12 à 14 ans, tenus en joue par le RAID, le 29 juin (deux jours après la mort de Nahel).

Pourtant, il faut se rappeler que les « manifestations pacifiques » idéalisées par certains ont toutes pour ancêtres des violentes rébellions, des émeutes. En France, les émeutes de la faim de 1830 ou 1840, ou encore les Canuts de Lyon en 1834. En Angleterre, elles sont trop nombreuses pour être citées. En Allemagne, les « émeutes de la bière » de 1844, où les ouvriers bavarois ont saccagé la ville de Munich car le Roi voulait augmenter la taxe sur la bière. Elles ont d'ailleurs été célébrées par le grand penseur Friedrich Engels qui a écrit : « Si le peuple sait désormais qu'il peut effrayer le gouvernement au sujet de ses impôts, il apprendra bientôt qu'il sera tout aussi facile de l'effrayer sur des questions plus sérieuses. »

Et en France, aujourd'hui, l'État bourgeois a bien compris qu'il devait s'inquiéter de questions « plus sérieuses » que quelques poubelles brûlées. Le gouvernement a donc déchaîné sa contre-attaque en trois axes.

1) La répression immédiate du mouvement

Avec plus de 3 600 arrestations et plus de 1 300 condamnations, plusieurs séries de procès ont eu lieu. D'abord les comparutions immédiates, puis les procès accélérés de juillet-août. On retrouve des chiffres ahurissants en sortie des tribunaux : 95 % de condamnations, une moyenne de 8 mois de prison ferme.

Dans beaucoup de cas, les condamnés sont jeunes, sans casier, et les preuves sont minces. Condamnés pour l'exemple, on estime que

750 personnes ont déjà été envoyées en prison. Elles permettent à la France de fixer un nouveau record : plus de 74 000 prisonniers dans le pays, une première.

Macron préfère agir avec des mesures choc, quitte à devoir réprimer, car il lutte contre une crise dont la bourgeoisie française ne peut pas sortir

2) Développement des mesures de répression préventive et expéditive pour les familles et proches

Fin août, le préfet du Val-d'Oise annonce 29 expulsions de « familles d'émeutiers » de logements sociaux de son département. C'est un coup de communication, en réalité le préfet a mixé d'autres motifs de délinquance pour les expulsions. Mais la réalité est là : après une condamnation en justice, c'est l'État qui condamne à nouveau, et potentiellement plus de personnes encore. En effet, une expulsion, c'est une montagne de problèmes qui s'abat pas seulement sur une personne, mais aussi sur toute sa famille, ou les gens qui partagent

le logement.

Toutes les annonces et réformes sur l'école et le « rôle de la famille et de l'éducation parentale » sont dans la même veine. Criminaliser les parents en plus de criminaliser les enfants, créer l'impression que les quartiers prolétaires ne sont que des nids à délinquance où les parents ne s'occupent de rien. Comme si les mères et les pères, eux-aussi, n'avaient pas le droit d'être révoltés par la situation ?

3) Accélération des réformes réactionnaires

Macron l'a annoncé, son projet de « loi immigration » arrive et il est fait pour satisfaire le RN et la droite. Beau programme ! En plus de cette loi, le gouvernement a pour projet de réduire les remboursements de médicaments.

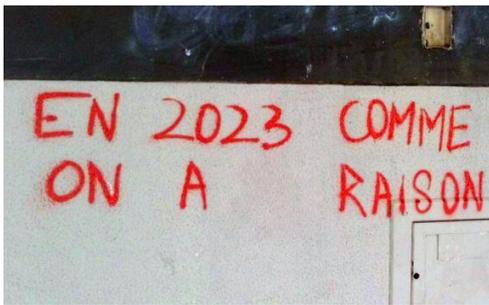
En accélérant ces projets réactionnaires, Macron sait qu'il va augmenter la tension dans le pays. Mais il préfère agir avec des mesures choc, quitte à devoir réprimer, car il lutte contre une crise dont la bourgeoisie française ne peut pas sortir.

Grâce à ces 3 axes, l'État bourgeois pense pouvoir contrôler la situation, éviter que l'état d'esprit des prolétaires ne soit à nouveau en train de bouillir et que la marmite déborde. Mais attention à lui, car l'oppression entraîne toujours la résistance.

Actions en soutien aux révolutionnaires et rebelles arrêtés en France

Nous partageons ici des photos d'actions de solidarité, à travers le monde, avec les masses qui se sont soulevées en France durant les émeutes de Juin-Juillet après la mort de Nahel, et les arrêtés et condamnés du mouvement.

▼ GRENOBLE



DANEMARK ▲

La banderole dit « Soutien aux révolutionnaires et rebelles arrêtés en France », photo prise à l'occasion d'un camp d'été révolutionnaire au Danemark.



◀ RENNES



▲ MEXIQUE

Dans la ville d'Oaxaca, les Brigadas Juveniles del Pueblo ont déployé une banderole affichant « Soutien aux révolutionnaires et rebelles emprisonnés en France - La rébellion est justifiée ».

PARIS ▶

Lula et le Brésil : au-delà du folklore, le gros business de l'agro-business

Depuis avril, le Mouvement des sans-terre qui regroupe plus de 500 000 familles de paysans pauvres au Brésil a lancé une importante mobilisation. Des occupations d'exploitations agricoles ont été menées par les activistes. Alors que le MST a soutenu le Parti des Travailleurs et l'élection de Lula à la présidence, la politique menée ne satisfait pas les plus pauvres.

Au gouvernement de Lula, deux hommes s'affrontent sur les questions agricoles : d'une part Carlos Favaro, ministre de l'agriculture, ex-sénateur de droite et ex-dirigeant de l'association des producteurs de soja du Mato Grosso ; de l'autre, Paulo Teixeira, député de Sao Paulo, militant Parti des travailleurs, proche des sans-terre, chargé du développement agraire. Mais ce duel est truqué.

Car Lula a les mains liées. Geraldo Alckmin, son ancien adversaire de droite, devenu « socialiste » pour les dernières élections, s'est imposé comme son vice-président. En effet, pour battre Bolsonaro et l'extrême-droite aux élections de 2022, il fallait la garantie pour les grands propriétaires et la majorité parlementaire de droite qu'il n'y aurait pas de dérive « gauchiste » du gouvernement. Quand on sait que l'un des principaux responsables de la répartition des terres dans le Nordeste¹, poursuivi pour corruption, est aussi le cousin du président de droite de l'Assemblée nationale (César Lira et Arthur Lira), on comprend qu'une politique agricole plus juste est quasiment impossible dans ce cadre institutionnel, perclus de népotisme et de corruption. D'où, sûrement, l'intérêt des voies révolutionnaires !

Les actions menées par le MST l'ont été grâce aux bases locales, animées par des paysans. Car cela fait bien longtemps que la direction du Mouvement a trahi² pour se vendre au Parti des



Travailleurs, le parti historique de Lula. Suite aux actions en question, son gouvernement a fini par accorder en juin un plan de développement pour l'agriculture familiale, aux financements généreux (13 milliards d'euros) mais loin des revendications du Mouvement des sans-terre en termes de répartition des terres, de formation, de soutien technique et d'accompagnement des exploitants agricoles (et, surtout, loin de mettre fin au système des latifundio, les grands propriétaires terriens).

Car l'autre pôle de pression sur l'agriculture brésilienne, c'est bien-sûr le commerce international. Le Marché Commun de l'Amérique du Sud (MERCOSUR³) est en négociation avec l'Union Européenne depuis plusieurs années pour une « libéralisation » des échanges commerciaux. Doit-on rappeler que la plus longue frontière terrestre de la France est avec le Brésil, en Guyane ? Et la France est la principale puissance agricole européenne. Ainsi Macron est en première ligne dans ces négociations qui ont amené Lula à se lancer cette année dans une grande tournée des pays européens.

Un des points principaux qui a retardé la signature de l'accord concerne les normes « écologistes » des puissances capitalistes

européennes. Des sanctions et des interdictions d'importer des produits agricoles liés à la déforestation ou au changement climatique seraient rendues possibles. Lula est réticent à ces mesures, bien que lors de la campagne électorale de 2022 au Brésil, il a promis la fin de la déforestation de son pays, en utilisant même ce sujet comme une arme électorale contre Bolsonaro. Du côté européen, les industriels espèrent pouvoir exporter avec un minimum de taxe des produits manufacturés, dont nos marchés sont déjà saturés. Du côté brésilien, des centaines de milliers de tonnes de viande, de soja, etc., attendent d'être délivrés des normes sociales et environnementales pour être servis aux consommateurs européens.

Les gouvernements de Lula comme de Macron recherchent un compromis sur le dos des prolétaires et sans considération réelle pour les problématiques écologiques. Le « greenwashing », c'est-à-dire un discours capitaliste dissimulé sous un vernis écologiste, bat son plein. Par opportunisme électorale, un discours plus social est même employé, par la droite libérale comme par l'extrême-droite autoritaire pour bernier les populations, sur tous les continents. Nous n'en sommes pas dupes.

¹ Grande région agricole et pauvre du nord du Brésil.

² Le Mouvement des sans-terre a été fondé en 1985. Dès 1995, sa direction trahit, abandonnant la voie révolutionnaire au profit du réformisme à travers le Parti des Travailleurs. Les révolutionnaires membres du MST font scission, ce qui aboutit au bout d'un long processus à la fondation de la Ligue des Paysans Pauvres (LCP) en 2000. Contrairement au MST, qui

a abandonné la lutte contre les latifundio (grands propriétaires terriens), se concentrant sur la défense de l'« agroécologie », la LCP continue aujourd'hui à porter la voie révolutionnaire autour de la question de la terre.

³ Communauté économique qui regroupe plusieurs pays de l'Amérique du Sud : l'Argentine, le Brésil, le Paraguay, l'Uruguay, le Chili, la Colombie, le Pérou et l'Équateur.

► Lire l'article « Des Quilombos à la Ligue des paysans pauvres – 500 ans d'histoire de la lutte pour la terre au Brésil » :



Yémen : l'armée saoudienne a tué à bout portant des centaines de migrants éthiopiens

C'est un nouveau crime contre l'humanité commis par l'Arabie Saoudite qui vient d'être révélé par l'ONG Human Rights Watch. Les gardes-frontières saoudiens ont tué des centaines – voire des milliers – de migrants éthiopiens qui tentaient d'entrer dans le pays en passant par le Yémen. On estime que l'Arabie saoudite exploite au total 10 millions de travailleurs et travailleuses migrants, dont des centaines de milliers d'Éthiopiens, forcés de fuir leur pays ravagé par un nettoyage ethnique soutenu par les impérialistes¹. L'ONG recense des meurtres de migrants à la frontière entre le Yémen et l'Arabie saoudite depuis 2014 mais dénonce une escalade grave dans le nombre de meurtres et la cruauté de l'armée saoudienne, parlant de « massacres » : « Les gens ont décrit des sites qui ressemblent à des champs d'extermination avec des corps [d'hommes, de femmes mais aussi d'enfants]

¹ Au Tigré occidental (région au nord de l'Éthiopie), les forces de sécurité de la région voisine organisent le nettoyage ethnique des Tigréens par une campagne d'homicides, de viols, de détentions massives, de pillages et de déplacements forcés, depuis 2020. Ces crimes contre l'humanité sont commis avec le soutien et la participation du gouvernement éthiopien, et de fait des impérialistes qui ont des intérêts en Éthiopie (Chine, Pays-Bas, États-Unis...).



Migrants éthiopiens débarquant à Ras al-Ara, au Yémen, pour tenter de gagner l'Arabie saoudite, le 26 juillet 2019.

éparpillés sur les flancs des collines. » Tirs à bout portant et armes explosives ont été recensés, mais aussi l'usage du viol comme arme de guerre : un jeune homme de 17 ans a affirmé que les gardes-frontières l'avaient forcé, lui et d'autres survivants, à violer deux survivantes après que les gardes aient exécuté un autre migrant qui avait refusé de violer une autre survivante. Les crimes de guerre commis par

le régime saoudien au Yémen depuis plus de 8 ans sont activement soutenus par les régimes impérialistes, notamment les États-Unis mais aussi la France. Depuis le début de la guerre au Yémen, elle a vendu pour 1 milliard 400 millions d'euros de matériel de guerre à l'Arabie saoudite, qui est d'ailleurs le premier client de l'immonde commerce que constitue la vente d'armes françaises.

Autriche : le secteur de la santé à l'agonie

Alors que le gouvernement de coalition (partis conservateurs et écologistes) dirigeant l'Autriche entame sa dernière année avant les prochaines élections, s'assurant bien de chauffer le siège à l'extrême droite, le pays connaît une crise de son système de santé. Sa population se retrouve privée d'un accès égalitaire au soin. Et pour cause, une pénurie de médecins et de médicaments se fait sévèrement ressentir. La classe dirigeante, en collaboration étroite avec les gros monopoles pharmaceutiques, a donc décidé d'engranger une refonte de ce système. Mais la réponse n'est pas celle que le peuple attend.

Comme en France, le système de santé autrichien est fracturé entre un système d'assurance sociale public (financé à part

égale entre l'État et l'assurance maladie sociale) laissé à la dérive, et un système privé en plein essor. Ces dernières années, de nombreux hôpitaux et structures médicales de soin ont fermé, créant de véritables déserts médicaux. Cette déstructuration du système se fait au profit du secteur privé qui décide de ses propres règles : consultations hors de prix, refus de pratiquer des opérations peu rentables même quand elles sont vitales... Dans une véritable ruée vers l'or, médecins et praticiens désertent le public pour le privé. À cela s'ajoutent les pénuries constantes de médicaments, pourtant essentiels, relevant des laboratoires pharmaceutiques étrangers auprès desquels l'Autriche passe commande. De cette fracture, ce sont les assurés sociaux,

c'est-à-dire les prolétaires, qui en souffrent le plus car leurs options en matière de soin sont déjà très limitées.

Les différentes mesures prévues par la réforme ne résoudront en rien le problème. Les médicaments resteront introuvables tant que les grands laboratoires pharmaceutiques, financés par les caisses publiques, auront la main sur la production. Un tri à l'entrée des consultations « selon l'urgence » dans les nouveaux cabinets médicaux aura lieu, et à la clé, un renoncement au soin par une grande partie de la population. L'objectif ? Faire des économies sur la vie des pauvres pour mieux engraisser les mastodontes capitalistes pharmaceutiques et les professions libérales.



Un soldat transporte des urnes dans une école, avant le premier tour de l'élection présidentielle, à Quito, le 19 août.

Équateur : derrière l'assassinat d'un candidat, la crise du vieil État

Le 9 août dernier, à onze jours du premier tour, le candidat à la présidentielle équatorienne Fernando Villavicencio est assassiné de trois balles dans la tête à la sortie d'un rassemblement politique pour sa campagne. Probablement victime de trafiquants de drogue, son meurtre révèle surtout la crise du vieil État équatorien.

L'Amérique du Sud est un continent ravagé par la pauvreté. La faim y a gagné 13,2 millions de personnes supplémentaires pour un total de 56,5 millions en 2021. L'Équateur ne fait pas exception : en 2020, c'est plus de 30 % de la population qui vit sous le seuil de pauvreté national¹. Le pays est riche en ressources mais celles-ci, limitées aux matières premières et majoritairement tournées vers l'export, ne profitent pas aux Équatoriens : 79 % des exportations proviennent du pétrole et des produits de l'agriculture, et profitent surtout aux États-Unis (qui monopolisent 24 % des exportations) et à la Chine (15 % des exportations, le double par rapport à 2018). Cette compétition exacerbée entre impérialistes est un facteur de déstabilisation important, le pays est dépendant des importations de produits et d'équipements

pour son industrie, écartant toute possibilité de développement. Pour couronner le tout, cette exploitation commerciale s'accompagne d'une véritable asphyxie des finances à coup de prêts. Ces « aides » sont octroyées « généreusement » par le FMI, le dernier datant de 2020 pour un montant de 6,5 milliards de dollars. Loin d'être cédés à titre gracieux (ils devront bien sûr être remboursés), ces prêts représentent un instrument important de la politique impérialiste états-unienne avec bien souvent des contreparties économiques. À leur sujet, le Président Mao disait : « *De l'argent, disent-ils, on peut vous en donner, mais il y a une condition. Laquelle ? Marcher avec nous.* » Voilà qui illustre bien la réalité de ces prêts peu importe leur provenance.

La contradiction entre la bourgeoisie compradore et la bourgeoisie nationale

« *Marcher avec nous* » : la classe dirigeante équatorienne a dit oui. La bourgeoisie compradore² y est au pouvoir avec la figure de Guillermo Lasso, dont le mandat prendra fin en octobre. Cet ancien banquier a signé en mai dernier un décret permettant des exonérations fiscales pour les investissements étrangers, au motif de « *transformer positivement le commerce local et international* ». Il organise en fait ni plus ni moins que le pillage de son pays par les grands monopoles internationaux. Accusé de détournement d'argent public au profit de

contrats de transport pétrolier, il n'avait pas hésité dans la foulée à dissoudre le parlement, convoquant des élections anticipées dans l'espoir d'empêcher sa destitution, même s'il a finalement choisi de ne pas se représenter. Toutefois, l'utilisation de cette procédure particulière aura été une première, mais pas si étonnante au vu du chaos démocratique en Équateur. Le cirque électoral y est animé par la contradiction entre la bourgeoisie compradore et la bourgeoisie nationale, qui s'est fortement accentuée ces dernières décennies au fil des différents mandats, entre corruption par les gangs, interventionnisme impérialiste, fausses promesses des réformistes... Les masses équatoriennes demeurent encore et toujours les grandes perdantes de ce jeu truqué.

De nouvelles bases militaires états-uniennes ?

L'assassinat de Villavicencio est donc le produit d'une crise démocratique profonde. Lasso en a profité pour lancer un appel au vote en disant que c'est « la meilleure raison de voter et de défendre la démocratie ». Cette classe corrompue maintient son pouvoir en s'appuyant sur les urnes : nul changement ne pourra advenir par ces dernières. Quant à l'impérialisme états-unien, il espère encore utiliser l'argument de l'insécurité pour légitimer l'installation de bases militaires. Mais les Équatoriens ne sont pas dupes, seule l'obligation électorale maintient artificiellement les chiffres de participation et déjà des appels au boycott retentissent !

¹ Selon l'Organisation des Nations-Unies pour l'Alimentation et l'Agriculture et la Banque Mondiale. Selon elle, au total, plus de 131 millions de personnes n'ont pas les moyens d'accéder à une alimentation saine en Amérique du Sud.

² Dans un pays dominé, c'est la classe bourgeoise au service des impérialistes étrangers.

Inde : actions du Parti Communiste pour sa « Semaine des Martyrs »

Du 28 juillet au 3 août se déroulait en Inde la « Semaine des martyrs », organisée par le Parti Communiste d'Inde (maoïste), qui dirige la Guerre populaire dans le pays. Cette semaine est commémorée chaque année à partir du 28 juillet, date à laquelle le leader communiste indien Charu Mazumdar a été assassiné par l'État indien en 1972. Chaque année, des actions d'agitation et propagande, de grands rassemblements publics et nouvelles actions de guérilla sont initiés à cette occasion. Cette année, ces actions ont été couronnées de succès, notamment de grands rassemblements et des actions militaires, pourtant anticipées chaque année par l'État indien et ses services de renseignements.

Cette année en particulier, nous pouvons souligner deux initiatives importantes. Tout d'abord, le PCI(m) a publié un deuxième volume d'un livre sur les parcours de vie de membres du Comité central qui ont donné leur vie pour la révolution. C'est une compilation riche d'en-



seignements pour les révolutionnaires. Enfin, à l'occasion de grands rassemblements dans les « Zones rouges », un hommage a été rendu au camarade Anand (Katakam Sudarshan),

membre du bureau politique du parti et dirigeant militaire, mort le 31 mai de cette année. Un monument en sa mémoire a été inauguré dans la région du Chhattisgarh.

Turquie : répression du festival révolutionnaire de Munzur, à Dersim

Comme chaque année depuis 1999, le festival de Munzur, festival révolutionnaire et populaire « de la nature et de la culture », a été organisé dans le Kurdistan turc, en périphérie de la ville de Dersim. Ce festival a été initié par les structures révolutionnaires de la ville, en opposition à la répression systématique de la population et au dépeuplement forcé par l'État turc par souci de domination nationaliste des populations kurdes, notamment les plus résistantes.

Cet été, la répression a à nouveau marqué l'édition du festival. En amont, des groupes révolutionnaires ont été interdits de se produire par les autorités, dont un groupe de musique traditionnelle arménienne. Certains ont même été interdits de territoires dans la région à cette occasion. Afin d'éviter tout « débordements » de contestation, les autorités turques ont interdit pour 15 jours

toute action ou événement organisé en dehors du programme du festival, officiellement pour la « sécurité du festival » et pour maintenir une « atmosphère de paix et de sécurité ».

Cette interdiction est similaire à celle de l'année dernière, où les groupes de musique avaient également été interdits. Certains artistes, ainsi que des journalistes et sympathisants du média Partizan ont également été arrêtés et frappés par les forces de police, images relayées par la suite sur les réseaux sociaux. Pour contrer la répression du festival, le journal Partizan appelle les institutions organisatrices à ne pas céder au régime et à ne



pas le laisser dicter les règles d'organisation. Le festival porte des mots d'ordre politiques, qui de toutes façons justifieront toujours ces actions de répression. Il appelle la population à soutenir massivement ce dernier et les groupes qui s'y produisent, seul moyen de préserver son caractère révolutionnaire et son indépendance !

Luttes internationales du prolétariat et des peuples opprimés

1 ROYAUME-UNI

Fin juillet, ce sont 20 000 conducteurs de train qui ont fait grève sur trois journées différentes au Royaume-Uni. Ces journées de protestation sont monnaie courante dans le pays depuis quelques mois, dans le secteur ferroviaire, mais pas que. Car même si l'inflation a commencé à refluer doucement, elle reste la plus élevée parmi les pays du G7, à 7,9 % en juin. Le gouvernement conservateur tente de calmer la colère avec des miettes d'augmentations salariales mais cette série de grèves, qui secouent de très nombreux secteurs, est historique au Royaume-Uni. Le milieu médical est lui aussi touché : après une grève historique des infirmières qui s'est étalée sur la première moitié de 2023, ensuite rejointe par les ambulanciers, ce sont les internes qui sont entrés en grève en juillet, toujours autour du mot d'ordre de l'augmentation salariale et du coût de la vie, mais aussi des conditions de travail et des effectifs. Le service public de santé, le NHS, est sous-financé depuis des années et a connu une grave crise avec le Covid. Ce mouvement massif et partiellement coordonné entre les secteurs est d'autant plus à souligner que le droit de grève y est l'un des plus restreints d'Europe, et risque de le devenir encore plus : le gouvernement travaille depuis janvier sur une loi concernant une obligation de « service minimum » pendant les grèves.

2 INDE

Au Manipur, un territoire à l'extrême-est de l'Inde, l'été a vu fleurir un nouveau grand mouvement de révolte organisé. Toute cette région de l'Inde, entre le Bangladesh et le Myanmar, connaît depuis de nombreuses décennies des luttes pour l'indépendance. Depuis plusieurs mois, la révolte s'intensifie, suite à une nouvelle vague d'expulsion massive de paysans pauvres par l'État, qui ont été réprimés dans le sang par la police indienne et les gangs au service des propriétaires terriens. Les masses se sont alors massivement mobilisées, à l'appel des organisations paysannes et d'autres organisations progressistes, pour résister. De nombreuses révoltes, grèves, blocages, manifestations, et attaques, ont eu lieu à travers tout le Manipur, et notamment contre l'État et ses représentants : les capitalistes, les propriétaires terriens, et leurs chiens de garde. L'État indien a très vite été dépassé par la révolte, et est terrifié de perdre le contrôle de la région. Il n'a trouvé comme seule solution que d'envoyer toujours plus de troupes (actuellement près de 50 000 policiers sont déployés au Manipur) et de décréter localement la loi martiale. Mais cela n'a pas arrêté la détermination des masses du Manipur, qui ont infligé de nombreuses défaites à la police encore récemment !

3 RUSSIE

Au nord du pays, cela fait 10 ans que les habitants s'organisent eux-mêmes en brigades populaires de pompiers pour lutter contre les incendies. La région d'Arkhangelsk (à 1200 km au nord de Moscou) est divisée en une vingtaine de districts, et les habitants de 13 d'entre eux se sont auto-organisés. Dans le district de Velsky, 104 personnes âgées de 20 à 60 ans, dont 18 femmes, sont pompiers volontaires. Ils assurent la lutte contre les incendies et les premiers secours en cas d'accident, ainsi que les recherches lorsqu'une personne se perd en forêt. Dans cette région isolée de Russie, on compte 1 million d'habitants pour une superficie équivalente à celle de la France. Les forêts recouvrent cette zone rurale, séparant chaque village, et des feux de forêt surviennent régulièrement en été. L'État russe s'est complètement désintéressé de cette région, comme de beaucoup d'autres, alors même qu'elles sont les plus à risque. « *De nombreux villages brûlaient, des gens mouraient, personne ne les aidait, il fallait faire quelque chose* », explique simplement Alexandre Sapilov, l'homme à l'initiative de la brigade populaire. Cette année, c'est déjà l'Oural et la Sibérie qui ont été en partie détruits par des feux de forêts.





4 PAKISTAN

Au Baloutchistan occupé, alors que l'armée d'occupation pakistanaise fêtait « l'indépendance du Pakistan », le 14 août, l'Armée de Libération Baloutche (BLA) a mené l'Opération Zirpahazag, une opération militaire massive à travers tout le territoire occupé, contre l'occupant et ses alliés. 8 bases militaires, 2 stations de polices, 1 bâtiment municipal, et plusieurs célébrations gouvernementales ont été visés lors de l'opération de la BLA. Ces nombreuses attaques ont paralysé la répression. Et le clou du spectacle de Zirpahazag fut la mise en déroute d'une colonne militaire de 500 soldats pakistans, et les ingénieurs chinois qu'ils escortaient, par une poignée de militants de la BLA. Le Baloutchistan est une nation opprimée, riche en ressources et ayant plusieurs ports importants, et le Pakistan y maintient une domination sanguinaire, afin d'y défendre les

intérêts de ses maîtres impérialistes qui en pillent les ressources (comme aujourd'hui la Chine). Mais la résistance ininterrompue et héroïque du Peuple Baloutche ébranle chaque jour de plus en plus l'occupant, et ce jusqu'à la libération finale du Baloutchistan !

5 BRÉSIL

Les 15 et 16 août derniers a eu lieu à Brasilia, capitale du Brésil, la 7^{ème} *Marcha das Margaridas* (« Marche des Marguerites »). Cet événement, coordonné par le plus grand syndicat de travailleurs ruraux (le CONTAG), est la plus grande manifestation de femmes rurales d'Amérique latine. Il a réuni pendant deux jours plus de 100 000 femmes, travailleuses agricoles, de l'industrie hydraulique et forestière, et ouvrières des villes. Elles y ont marché pour l'indépendance économique, l'accès à la terre, à l'éducation, à la santé et à Internet, et ont aussi protesté contre les violences sexuelles et racistes dont elles sont victimes. Le nom de cette marche est un hommage à Margarida Maria Alves, qui a été présidente pendant 10 ans d'une branche locale du syndicat à Alagoa Grande, une ville dans l'est du pays. Margarida Maria Alves a été assassinée il y a 40 ans, le 12 août 1983, sur ordre des propriétaires terriens de la région, pour avoir organisé la lutte contre leur exploitation. Dans toute l'Amérique latine, la lutte pour la terre est une préoccupation centrale des masses opprimées. Les grands propriétaires s'accaparent les terres des paysans pauvres, au service des grandes entreprises impérialistes, notamment la France, qui est régulièrement le 4^{ème} ou 5^{ème} investisseur au Brésil.



Manifestation à Niamey, capitale du Niger, le 30 juillet 2023.

Le coup d'État au Niger sape à nouveau la Françafrique

Le 26 juillet au Niger, le général Omar Tchiani lance un coup d'État contre le président Mohamed Bazoum. D'un côté, un président soumis aux intérêts impérialistes français, de l'autre un général qui dénonce la Françafrique avec le soutien de la population nigérienne.

Depuis l'indépendance des pays du Sahel, la France est restée la puissance impérialiste dominante, mettant en place un système de corruption pour maintenir ses réseaux d'intérêts et continuer d'exploiter populations et ressources avec l'aide des élites corrompues. En 2022, 20 % des importations d'uranium en France viennent du Niger, se plaçant en 2^{ème} pays fournisseur. C'est d'ailleurs une entreprise publique française qui exploite directement les mines d'uranium (Orano, l'ex-Areva). Ce coup d'État représente donc une menace directe pour les intérêts des impérialistes français. De fait, quelques jours plus tard, Macron a déclaré qu'il « ne tolérera aucune attaque contre la France et ses intérêts ». La CEDEAO, union des gouvernements du Sahel soumis aux intérêts français, a immédiatement appelé à des sanctions. Elle demande que le président Bazoum soit remis en place, sans quoi ils se réserveraient le droit d'intervenir militairement. En préparation, la CEDEAO a ordonné le déploiement

de sa force militaire en attente sans en préciser la forme.

L'Union Européenne et les États-Unis partagent aussi cette demande de restauration de l'ordre constitutionnel. Ils considèrent que l'élection du président reflète la volonté du peuple, malgré la corruption qu'ils organisent, alors que sur les 23 millions d'habitants, seulement 4,6 millions de personnes ont pris part à l'élection. Les pays qui ont été suspendus de la CEDEAO après des coups d'État similaires (le Mali, le Burkina et la Guinée) se sont quant à eux positionnés en soutien au général Omar Tiani. Les deux premiers ont déclaré que toute intervention militaire contre le Niger serait assimilée à une déclaration de guerre et ont envoyé des forces conjointes au Niger. En plus de la CEDEAO, la France, l'UE et la Banque Mondiale ont aussi suspendu leurs aides monétaires et coopérations : des sanctions qui, une fois de plus, affecteront seulement les populations pauvres du Niger. Mais malgré les sanctions économiques et les menaces d'intervention, les putschistes n'ont pas flanché, et ont annoncé récemment être ouverts à une discussion diplomatique.

La Chine, deuxième investisseur au Niger, privilégie la solution diplomatique

Concernant les puissances impérialistes, chacun avance sa position selon ce qu'elles ont à perdre, à préserver ou à gagner. D'un côté,

les USA affichent une position « raisonnée », privilégiant le dialogue, alors que la France se montre agressive et n'hésite pas à sous-entendre son soutien à une intervention militaire. La Chine et la Russie se montrent favorables au nouveau gouvernement, dans la perspective de conquête de nouveaux marchés aux détriment des puissances occidentales. L'évacuation des soldats français au Niger n'est pas prévue et leur présence est dénoncée, mais ce ne sont pas les seuls présents sur le territoire. Le Niger est aussi un bastion pour les forces états-uniennes qui prétextent la lutte contre le terrorisme pour y maintenir ses militaires, comme la France le fait aussi dans la région pour garantir la pérennité de ses monopoles. La Russie et la Chine, n'ayant pas de passé colonial s'appuient sur l'imagerie anti-impérialiste de leur passé socialiste pour gagner en crédibilité face au passé colonial criminel, principalement de la France. La Chine est aujourd'hui le deuxième investisseur au Niger. Puissance économique montante qui vise à contester l'hégémonie mondiale des USA, le pays n'a pas encore les moyens d'une guerre et privilégie toujours la solution diplomatique pour maintenir son développement commercial.

Le Niger est un nouveau territoire où les forces impérialistes se mènent une guerre pour l'exploitation des ressources et des positions stratégiques, bastion militaire en Afrique. D'un côté, les États-Unis et l'Union Européenne,

principalement la France, qui s'appuie sur ses alliés restants, de moins en moins nombreux après des coups d'État successifs au Burkina, au Mali et en Guinée. De l'autre, des militaires prêts à se débarrasser de la France avec l'aide de la Russie et possiblement de ses mercenaires, soutenus par une population révoltée – à juste titre – contre l'ingérence française et une exploitation des ressources et des travailleurs qui dure depuis trop longtemps.

En France, l'instabilité dans ses anciennes colonies pousse la bourgeoisie à accélérer les réformes réactionnaires et la répression des révoltes du prolétariat

La Françafrique craque sous la pression des masses africaines

Plus récemment, le Gabon a lui aussi connu un coup d'État militaire, portant à huit le nombre de coups d'État dans d'anciennes colonies françaises en Afrique, en seulement 3 ans. L'impérialisme français connaît ici un recul politique d'importance, qui suit une dynamique opérée depuis plus de vingt ans, avec une part de ses investissements en recul sur le continent. Le système mafieux de la Françafrique mis en place par le général de Gaulle après les décolonisations craque sous la pression des masses africaines et de la concurrence d'autres puissances. Les investissements chinois sont aujourd'hui en forte croissance et l'intensification de la concurrence avec les États-Unis pousse la compétition entre les fractions dirigeantes locales, démolissant la stabilité politique jusqu'alors assurée d'une main de fer par le gendarme français.

En France, cette instabilité pousse la bourgeoisie à accélérer les réformes réactionnaires et la répression des révoltes du prolétariat, avec la réforme des retraites et la condamnation de milliers de jeunes suite aux émeutes de cet été. Cela passe aussi par le financement de partis fascistes comme le fait le géant du transport et de la logistique Vincent Bolloré, détenteur de nombreux ports en Afrique, principal soutien du candidat Eric Zemmour. Les intérêts des masses exploitées du Sahel et de France convergent dans leur opposition aux monopoles impérialistes qui exploitent notre classe. Partout, frappons l'impérialisme, préparons la Révolution !



Manifester à Ouagadougou, au Burkina Faso, le 27 novembre 2021.

Comment la Françafrique perd pied depuis 60 ans

L'empire colonial français était le second plus grand empire colonial du monde, après l'empire britannique. Présent dans le Pacifique, l'océan Indien, dans les Antilles et en Amérique du sud, ainsi qu'en Asie du sud-est, le cœur de l'empire était le gigantesque territoire africain allant du Maghreb au fleuve Congo. Après la Seconde guerre mondiale, l'empire commence à s'effriter face aux revendications d'indépendance et au lancement d'organisations armées faisant face aux troupes coloniales. Pour éviter des scénarios catastrophes, comme le départ contraint des troupes face aux communistes en Indochine, où au FLN en Algérie, le gouvernement français va « concéder » des indépendances, négociées largement à son avantage dans le Sahel et en Afrique centrale. Avec Jacques Foccart, chargé des « affaires africaines » pour de Gaulle et Pompidou, il met alors en place des réseaux d'influence en plaçant des administrateurs et politiciens corrompus à la tête de ces nouveaux États, n'hésitant pas à procéder à des assassinats lorsque les dirigeants prennent trop de distance avec Paris. C'est la « Françafrique », maintenant l'impérialisme français comme puissance principale incontestable dans la région, largement hégémonique économiquement, politiquement et militairement.

Depuis la chute de l'URSS et l'ouverture du marché chinois, dans les années 1990, la compétition s'intensifie sur les marchés africains. La part d'investissements français sur le continent est passée de 10,6 % en 2002 à 4,4 % en 2022, notamment avec la nouvelle concurrence du social-impérialisme chinois¹. Il en reste néanmoins un des principaux, en étant par exemple le second investisseur en Afrique subsaharienne derrière le Royaume-Uni (chiffre de 2021). Cette crise rend l'impérialisme français d'autant plus agressif alors que son influence politique diminue. Après les coups d'état de 2020 et 2021 au Mali, l'armée est forcée de quitter le pays. Suivent ensuite la Guinée et le Burkina Faso en 2021 et 2022, toujours sur les mots d'ordre de « *Mort à la France !* », « *À bas l'impérialisme !* ». Le Niger entre aujourd'hui dans ce développement, où les masses souhaitent mettre fin définitivement à la politique d'ingérence française et gagner une réelle indépendance. Partout, les survivances du colonialisme s'effondrent.

1 Puissance socialiste en parole, mais impérialiste dans les actes.



Hedi, victime d'un passage à tabac par la BAC à Marseille, ici à l'hôpital avec ses parents et un ami qui était présent avec lui le soir de l'agression.

Théorie : la répression et la violence réactionnaire de l'État bourgeois

3 moments symbolisent la violence réactionnaire de l'État en France depuis janvier 2023 :

Premièrement, la « bataille de l'eau » à Sainte-Soline. Le 25 mars, autour de gigantesques trous vides (les fameuses bassines), les forces armées de l'État tirent plus de 5 000 grenades. Parmi elles, des GM2L. Ce sont des grenades à gaz lacrymogène, armées avec une charge explosive. Elles sont censées ne pas « faire d'éclats » en explosant, et pourtant, les tests prouvent qu'elles en font. Lors de la manifestation, plus de 200 personnes sont blessées par ces grenades, ou par des LBD, avec des blessures importantes : plaies, lacérations, trous dans la peau... Serge, 32 ans, a été mis dans le coma par une de ces armes. Tout ça, sans compter l'impact psychologique d'un déferlement continu de détonations, lancées par les unités de gendarmerie en quads.

Deuxièmement, le 1^{er} Mai et les manifestations. Pendant tout le mouvement contre la réforme des retraites, et surtout après le passage du 49.3 par le gouvernement, des éruptions spontanées de combativité ont été réprimées par l'État bourgeois. Le 1^{er} Mai, où plus de 300 personnes ont été arrêtées, fait office de date phare.

Troisièmement, et c'est le plus évident, le meurtre de Nahel à Nanterre et les révoltes qui en ont découlé. En une semaine, plus de 1 000 personnes sont mises en prison, et on apprend surtout la mutilation de Hedi (22 ans) et la mort de Mohamed Bendriss (27 ans) à Marseille. En

face, le ministère de l'Intérieur ne rapporte aucun blessé grave dans la police.

Ces événements ont été longuement commentés.

Du côté de la politique bourgeoise, la justification de la répression est toujours la même : on accuse les manifestants d'être des hordes sanguinaires. Darmanin parlait d'un 1^{er} Mai « *vengeur* ». La droite criait à la « *décivilisation* » et Le Pen à des « *tentatives d'assassinat* » sur les forces de l'ordre. Voilà des arguments qui sentent bon le 19^{ème} siècle ! Même si les bourgeois actuels ont troqué leurs chapeaux et leurs moustaches de l'époque pour des costumes et du botox, ils n'ont pas fondamentalement changé d'idée. Le prolétariat qui bouge, et qui entraîne d'autres couches du peuple avec lui, c'est toujours mauvais, il faut l'écraser.

Mais du côté du prolétariat, et même des personnes qui ont sincèrement des idées révolutionnaires, ce déferlement de violence a causé beaucoup de confusion. Sommes-nous en démocratie ? Le fascisme est-il déjà là ? La violence de l'État empêche-t-elle de larges masses de personnes de participer aux mouvements car elles en ont peur ? Comment comprendre la violence de l'État bourgeois ?

Premièrement : l'État, c'est la violence organisée

Pourquoi existe-t-il un État dans notre société ? Voilà une question qui peut paraître étrange au premier abord. Pourtant, l'État n'est pas une

chose de la nature, comme le ciel ou la mer, dont l'existence s'impose à nous. C'est un appareil qui est utilisé dans les sociétés humaines pour un but. Quel est ce but ? Utiliser systématiquement de la violence pour contraindre les hommes à se soumettre à l'ordre actuel des choses.

Il y a eu les États des maîtres esclavagistes qui usaient de la violence sur leurs esclaves : c'était le cas de la Rome antique par exemple. Il y a eu les États des seigneurs féodaux, qui étaient la propriété des nobles. Et progressivement, dans le processus de développement de l'État, l'État bourgeois est né. En France, l'État bourgeois est le produit du développement de l'État monarchique français d'un côté, et de son chamboulement par la période ouverte par la révolution bourgeoise de 1789 de l'autre. Aujourd'hui, nous vivons encore sous la domination de cet État, qui s'est bien développé depuis.

Comment impose-t-il la violence ? Le grand marxiste russe, Lénine, nous dit la chose suivante : « *Si l'on fait abstraction des doctrines religieuses, des subterfuges, des systèmes philosophiques, des différentes opinions des savants bourgeois, et si l'on va vraiment au fond des choses, on verra que l'État se ramène précisément à cet appareil de gouvernement qui s'est dégagé de la société. C'est quand apparaît ce groupe d'hommes spécial dont la seule fonction est de gouverner, et qui pour ce faire a besoin d'un appareil coercitif particulier, - prisons, détachements spéciaux, troupes,*

etc., afin de contraindre la volonté d'autrui par la violence, alors apparaît l'État. »¹

Autrement dit : vous cherchez l'État ? Vous le trouverez dans les gouvernants et dans tous les groupes armés qui le soutiennent. En France, il y a environ 280 000 membres des « forces de l'ordre » (police nationale, municipale, gendarmerie) et 270 000 militaires. On peut y rajouter les 41 000 fonctionnaires de l'administration pénitentiaire. Voilà, concrètement plus de 600 000 personnes dont la seule raison d'être est de garantir la sécurité (intérieure et extérieure) de l'État par la violence réactionnaire.

Deuxièmement : la répression violente de l'État a aussi lieu en démocratie bourgeoise

Ces 600 000 personnes dédiées à l'utilisation de la violence systématique ne sont pas tombées du ciel. Elles sont entraînées, intégrées dans des institutions et mises en service par l'État bourgeois depuis des décennies, voire des siècles. Certains de ces groupes armés, comme la gendarmerie, sont directement issus d'une longue histoire remontant aux Rois de France. Cela fait donc depuis longtemps que la violence réactionnaire systématique est organisée par l'État.

Pourtant, en France, nous vivons dans un régime de démocratie bourgeoise. C'est-à-dire une forme de gouvernement où la classe bourgeoise organise son pouvoir, sa dictature, avec des libertés relatives, des principes libéraux comme l'État de Droit, la constitution... Mais en 2023, il faudrait être aveugle et ignare pour penser que cette « démocratie » des riches signifie un régime sans violence ni répression !

L'État bourgeois n'a pas pour fonction première de faire tourner les hôpitaux, les écoles ou bien les pôles emplois. Comme nous l'avons vu, il vise avant tout à organiser systématiquement la violence avec des groupes armés. Les dépenses dans ces domaines « sociaux » ont augmenté après la Seconde Guerre mondiale par le développement de l'État d'un côté, et le développement de la lutte de classes de l'autre. Les prolétaires se sont battus pour la santé, l'éducation et d'autres droits sociaux, et l'État les a mis sous sa coupe (avec d'autres industries comme l'énergie ou le transport) à une période où toute l'économie était en reconstruction. Tout ça s'est déroulé avec le regard bienveillant des opportunistes et des révisionnistes² qui vendaient la lutte prolétarienne pour un « plat de lentilles ».

Le capitalisme est bien incapable aujourd'hui de sauver ce « service public » ! Il est évident que le prolétariat devra administrer lui-même la santé, l'éducation ou bien le transport une fois qu'il aura pris le pouvoir. Mais dans les circonstances actuelles, la « casse » du service public est la conséquence de la restructuration de l'État sur ses besoins militaires. De plus, une partie du « service public », et notamment l'école et les entreprises d'État, sont des terrains fertiles à la mise en œuvre de politiques corporatistes qui visent à dépolitiser les masses. Les lois successives sur les universités et les lycées dans les années 2000-2010 avaient précisément cet objectif.

La machine infernale de l'État est en crise, et sa violence déchaînée n'est pas un signe de puissance, mais de faiblesse

Parce que l'analyse marxiste de l'État n'est pas comprise, on voit surgir deux conclusions erronées.

Premièrement, la violence de la police, par exemple, serait anormale, et il faudrait la « refonder » ou la « transformer » pour qu'elle soit moins violente.

C'est l'argument typique des petits bourgeois réformistes. Le problème ne serait pas l'État bourgeois dans son ensemble, qui organise la violence, mais simplement des petits « bugs » au sein de celui-ci : telle unité de police, telle institution. Aujourd'hui par exemple, cela se manifeste avec les appels des partis de gauche à créer une « Police de proximité » et à réformer l'IGPN (Inspection Générale de la Police Nationale, qui passe sous silence les violences policières).

Aux États-Unis, le mouvement *Defund the Police* (littéralement « Couper les fonds à la police ») est devenu commun après 2020 et le meurtre de George Floyd. À Minneapolis, par exemple, le budget de la police a été coupé de 20 millions de dollars après 2020, et 1/3 des effectifs ont quitté la police locale. Pourtant, fin 2022, le budget était revenu à la normale et un rapport montrait que la police était toujours aussi violente et raciste. Ces positions réformistes reviennent, au final, à souhaiter une démocratie bourgeoise sans violence.

Mais c'est une impossibilité : la démocratie bourgeoise, même la plus « démocratique » (et nous savons très bien en France que nous sommes loin des standards les plus démocratiques !), produit de la violence car elle s'accompagne de l'exploitation, de l'oppression, de la pauvreté. Aujourd'hui, lorsque l'on parle de crise en France, ce n'est pas une crise du « modèle français », ou une crise de la « démocratie » en général, abstraite. C'est bel et bien une crise de la bourgeoisie impérialiste française, une crise de la démocratie bourgeoise en particulier.

Troisièmement : le fascisme n'est pas seulement la terreur violente de l'État

La deuxième erreur, c'est d'associer la violence de l'État bourgeois au fascisme et de dire que, comme l'État est violent, nous vivons dans un régime fasciste.

Le Président Gonzalo, révolutionnaire péruvien, nous prévenait déjà de cet écueil : « *Quant au fait d'identifier fascisme avec terreur, avec répression, il nous semble que c'est une erreur ; voilà ce qui se passe dans ce cas : si on se rappelle le marxisme, l'État est la violence organisée. C'est cette définition que nous ont donnée les classiques et tout État utilise la violence parce qu'il est dictature. Sinon, comment lutterait-il pour opprimer et exploiter ? Il ne pourrait pas le faire. Ce qui se passe en fait, c'est que le fascisme développe une violence plus vaste, plus raffinée, plus sinistre, mais on ne peut pas dire que fascisme est égal à violence, c'est une grossière erreur. [...] Chaque fois que les réactionnaires se sont trouvés en difficulté, ils ont appliqué la terreur blanche. Aussi, en aucun cas nous ne pourrions identifier et réduire tous les fascismes simplement à la terreur. Nous devons comprendre qu'il s'agit d'une violence plus raffinée et que bien sûr il développe le terrorisme mais ce n'est pas tout. C'est un des composants, c'est sa manière de développer la violence réactionnaire.* »³

Pour conclure, la répression que nous connaissons aujourd'hui en France est frappante à juste titre. Son ampleur et son côté systématique interroge, et nous rappelle l'essence de l'État bourgeois qui nous gouverne. Cette machine infernale est en crise, et sa violence déchaînée n'est pas un signe de puissance, mais de faiblesse. Si l'État bourgeois français connaît une réactionnarisation, c'est que la bourgeoisie sait que sa fin est annoncée. Elle essaie de conjurer la révolution prolétarienne par des coups de matraque et des LBD. Mais rien ne peut arrêter les masses qui font la révolution.

1 *De l'État*, Lénine (1919).

2 Partis qui ont abandonné le marxisme et la révolution prolétarienne.

3 Interview au journal *El Diario*.

Elzita Rodrigues Silva : une vie de lutte exemplaire

Ce texte est la traduction non-officielle d'un hommage rendu par le Movimento Femenino Popular (MFP) du Brésil :

La camarade Elzita Rodrigues Silva est née le 14 août 1949 dans le district rural de Santa Rosa de Lima, alors village de Montes Claros dans le Minas Gerais. Elle s'est construite à travers les zigzags de la vie et la lutte du peuple du nord du Minas Gerais pour la terre, avec le mouvement révolutionnaire, précisément lors de la première occupation de terres, organisée par la *Liga Operário e Camponesa*¹ (LOC), dans les années 1994/1995.

Cette femme d'origine paysanne a beaucoup contribué à la lutte du peuple au cours de sa vie. Déjà en tant que leader de la lutte des paysans pauvres dans le nord du Minas Gerais, elle a participé activement à la formation du MFP, le Mouvement populaire des femmes, organisant des centres de mobilisation avec les paysannes qui participaient à la lutte pour la terre.

La camarade Elzita était la fille aînée d'une famille paysanne de douze frères et sœurs et, dès l'enfance, elle a connu divers types de privations. Elle s'est mariée deux fois et a eu cinq enfants. Elle a travaillé pendant de nombreuses années comme infirmière « laïque » dans les principaux hôpitaux de la ville. Admiration pour sa franchise et son dévouement, elle n'a jamais accepté de se laisser abattre par la maladie et a aidé plusieurs malades à surmonter leurs difficultés.

Elle a rencontré et approché la cause socialiste par l'intermédiaire de Porfirio, militant historique de la cause populaire dans le nord de l'État. Habitée à la rude bataille contre les difficultés que la vie lui a présentées dès son plus jeune âge, elle s'est forgée comme une femme indépendante et très forte qui a transmis fermeté et courage à tous ceux qui ont vécu avec elle.

Cherchant à contribuer à la mobilisation du

¹ Note de la traduction : Ligue des ouvriers et des paysans.

peuple, elle a commencé à participer à la Fédération des associations de Janaúba et à la reprise de la lutte historique des squatters illégaux de Cachoeirinha, qui avaient courageusement résisté à l'expulsion de leurs terres par le tristement célèbre colonel Georgino, commandant du 10^{ème} bataillon de la police militaire, lors du coup d'État de 1964 et du régime militaire. Elzita a été l'une des camarades qui ont rejoint la *Liga Operária e Camponesa* de l'époque, sans attendre d'autres promesses, envahissant les terres de la ferme Agrivale et occupant le bureau du district pour l'irrigation du projet Jaiba.

Elle a porté des coups très vigoureux au féminisme petit-bourgeois, défendant que l'émancipation des femmes est l'œuvre de la révolution prolétarienne et vient avec la libération de l'ensemble de la classe

À la fin de l'année 1994, les 212 familles, révoltées par les conneries et les tromperies de la direction opportuniste qui les utilisait et les manipulait pour ses intérêts, ont campé sur les rives du fleuve São Francisco et ont conquis leurs terres.

Son engagement et son intérêt pour la lutte des paysans, sa perspicacité politique et sa capacité de direction ont attiré l'attention de ses camarades. Avec des mots simples, mais exprimant beaucoup de fermeté et de décision, elle a rapidement réussi à rassembler autour d'elle les personnes les plus sérieuses



et les plus engagées dans la lutte. Elle s'est toujours préoccupée de la manière de développer et de renforcer la lutte, avec son caractère de classe et sa nature politique, et non de simples revendications. Elle a toujours cherché à montrer que ce n'est qu'à travers une lutte plus large qui unit les gens de la ville et de la campagne pour la conquête d'une nouvelle société qu'il serait possible de réaliser, à partir de la plus petite, les plus grandes aspirations des paysans et de tous les travailleurs. Elle a travaillé avec détermination pour le Congrès de fondation de la *Liga dos Camponeses Pobres*² (LCP) do Norte de Minas, en 2000, dans la ville de Janaúba, où près d'un millier de paysans se sont réunis, qui ont défilé dans la deuxième plus grande ville du nord de Minas, en levant le drapeau sacré de la lutte pour la terre. Dans sa trajectoire, elle n'a jamais manqué une occasion de lever et de déployer la bannière de la révolution et a été responsable d'interventions vigoureuses dans lesquelles elle a appelé les masses paysannes, et en particulier les femmes, à relever la tête et à affronter les grands propriétaires et leur oppression semi-féodale, à affronter le vieil État et à lutter pour détruire les trois montagnes d'exploitation et d'oppression qui pèsent sur les épaules du peuple brésilien : la semi-féodalité, le capitalisme bureaucratique et l'impérialisme !

² Note de la Cause du Peuple : en français, la Ligue des paysans pauvres, est une organisation au Brésil qui organise des saisies de terres dans tout le pays.

Dirigeante exceptionnelle et communiste convaincue

Parmi les fondatrices de la LCP et du MFP, Elzita s'est toujours comportée comme une dirigeante hors pair. Elle a participé à l'élaboration de *Nosso Caminho* [Notre Chemin], un livre de référence pour les paysans qui s'engagent sur la voie de la révolution agraire en conquérant la terre, en la distribuant à ceux qui la travaillent et en mettant en œuvre le Programme agraire pour la défense des droits des peuples ! On ne compte plus les réunions, les séminaires de production, les assemblées et les activités auxquelles la camarade a assisté et participé en défendant et en appliquant la ligne de classe, combative et indépendante. Elle a combattu le corporatisme dans le mouvement populaire et syndical et a porté des coups très vigoureux contre le féminisme petit-bourgeois, défendant que les femmes doivent lutter aux côtés de leurs camarades, épauler contre épauler, et que l'émancipation des femmes est l'œuvre de la révolution prolétarienne et vient avec la libération de l'ensemble de la classe.

Avec une critique très fine, elle ridiculisait le moralisme réactionnaire et bourgeois des mouvements misogynes « pro-vie » qui s'opposent au droit à l'avortement. La camarade Elzita a défendu les droits des femmes et la lutte contre la criminalisation de l'avortement, elle a défendu la participation active des femmes et des jeunes à la lutte pour de meilleures conditions de vie, elle a conduit plusieurs camarades à militer en faveur de la révolution.

La camarade Elzita a su voir le potentiel de cette période si intense en luttes et si riche en expériences, et elle a su l'élever, étudiant le marxisme dans sa nouvelle phase de développement : le maoïsme. Elle a diffusé et propagé

les arrestations et même la mort ! Pour cette cause, elle a donné sa vie ! C'est pour cette vie que nous saluons sa cause et que nous déclarons indélébiles ses contributions et sa valeur inoubliable.



cette idéologie et la défense de la construction d'une nouvelle société de justice et d'égalité. Elle s'est déclarée communiste convaincue avec la même simplicité qu'elle a toujours fait face aux décisions les plus grandes et les plus importantes de sa vie. Ses conseils et ses exemples d'esprit de décision et de camaraderie sont innombrables. Ses preuves d'amour pour le peuple et la cause sont innombrables. Sa conscience révolutionnaire et sa lucidité face à toutes les implications qui en découlent sont irréfutables : les calomnies, les attaques,

Le 21 octobre 2011, le cœur de notre inoubliable camarade Elzita Rodrigues s'est arrêté de battre, suite à de graves complications de santé. Souffrant de diabète, une opération des intestins lui a été fatale et elle est décédée, nous causant un énorme vide et nous appelant à prendre de nouvelles responsabilités. Mais la camarade Elzita est immortelle, comme tous les héros et héroïnes de notre classe !

**Camarade Elzita, présente dans la lutte !
Honneur et gloire éternels à Elzita Rodrigues !**

Le 8 mars 2021, le MFP a réuni des paysannes venant de dix régions différentes.



Roc Rouge : histoires méconnues de la révolution chinoise

Roc Rouge, ou Le Roc Rouge est un roman, publié dans les années 1960 en Chine et traduit en français dans les années 1980. Ses auteurs, Luo Guangbin et Yang Yiyang, sont des survivants des camps de concentration qui existaient en Chine dans les années 1940.

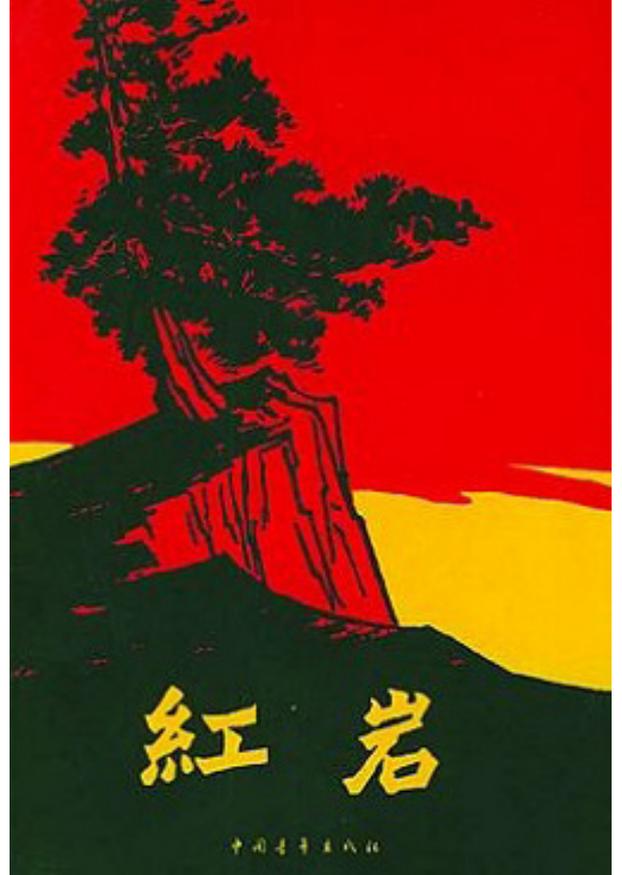
À cette époque, le gouvernement réactionnaire et pro-impérialistes américains du Parti Nationaliste emprisonnait les révolutionnaires et les rebelles qui luttait pour un monde meilleur. Le livre raconte, avec beaucoup de détails tirés de l'expérience réelle, comment s'organisait la lutte dans la ville de Chongqing, une des plus grandes villes industrielles de Chine à l'époque. Mais il évoque aussi longuement comment les prisonniers des camps de concentration et des prisons spéciales menaient la résistance.

Au milieu de ces descriptions de la situation politique chinoise, *Roc Rouge* propose une véritable histoire d'agents secrets, où les révolutionnaires s'opposent à l'état-major réactionnaire qui veut les capturer et les exécuter.

Il faut recommander le livre aux amateurs d'espionnage ou même de livres policiers ! Scènes de guérilla, rebondissements, trahisons, ce sont des personnages profonds qui racontent une histoire importante mais méconnue : celle de la lutte révolutionnaire qui était menée en Chine dans les villes.

La révolution chinoise a totalement suivi la voie d'entourer les villes par la campagne entre la Longue Marche (1934) et la victoire (1949), grâce à la mobilisation des paysans et particulièrement des paysans pauvres. Pourtant, il ne faut pas oublier qu'il y a toujours eu du travail politique dans les villes ! Dans les usines, les universités et les quartiers, l'agitation révolutionnaire avait lieu. Et le gouvernement réactionnaire ne reculait devant rien pour la supprimer.

Roc Rouge se situe entre le 1^{er} janvier 1948 et la toute fin de l'année 1949, juste avant la victoire de la révolution dans tout le pays en dé-



▲
Couverture originale de *Roc Rouge*, publié par la China Youth Publishing House en 1961.

cembre. C'est le moment de tous les dangers. Chongqing est une ville sombre, pleine de pièges, d'espions et où les prolétaires sont en effervescence. Ils produisent des armes sales qui servent sur le front contre les révolutionnaires, et ils n'en peuvent plus.

Dans le livre, plusieurs des héros sont directement inspirés de personnages réels. L'héroïne la plus remarquable est Soeur Jiang, alias Jiang Zhuyun. Cette fille de marin, qui avait rejoint le Parti Communiste en 1939, a accompli beaucoup de missions clandestines et, en 1948, elle part mener des guérillas à la montagne suite à la mort de son mari. Elle est ensuite arrêtée, et enfermée au camp de concentration de Zha-zidong, où elle sera torturée et tuée. Dans une lettre qu'elle a envoyée hors du camp, elle écrit : « Les tortures sont de trop petites choses pour les communistes. Les tiges de bambou sont faites de bambou, mais la volonté des communistes est faite de fer et d'acier. »

Le roman raconte avec passion et minutie ces tranches d'histoire révolutionnaire. Malheureusement, il reste difficile à trouver en français de nos jours. De la même manière, l'opéra filmé intitulé *Soeur Jiang* est introuvable. Les lectrices et lecteurs qui ont de la patience pourront chercher des versions en langue anglaise sur internet, ou bien un exemplaire en français dans les librairies d'occasion et autres revendeurs.





Pablo Hasél, arrêté par la police à l'université de Lérida, en 2021. Après avoir levé le poing, il a crié : « Ils ne nous arrêteront jamais, ils ne nous feront pas plier. Mort à l'État fasciste ! »

Espagne : l'acharnement répressif de l'État contre la parole révolutionnaire

Depuis le 16 février 2021, l'État espagnol détient l'artiste Pablo Hasél derrière les barreaux, sur les chefs d'accusation de « calomnies et injures envers la Couronne et l'État ». Le rappeur catalan, qui encourait une peine initiale de 9 mois, pourrait rester en prison jusqu'en 2027.

Si l'État espagnol en veut à Pablo Hasél, c'est pour les paroles de ses chansons, appelant ouvertement au renversement de l'État bourgeois et à la révolution socialiste. On lui reproche aussi une série de tweets injuriant le roi et l'État. S'il ne devait rester derrière les barreaux que 9 mois au départ, suite à une nouvelle condamnation en mars dernier, il pourrait désormais y rester jusqu'en 2027. Cette condamnation concerne une autre série de tweets et des menaces proférées à l'encontre d'un policier venu l'intimider chez lui, menaces qu'il nie avoir proférées.

Ce n'est pas la première fois que Pablo se retrouve condamné par la justice bourgeoise espagnole pour ses propos, faisant l'apologie du socialisme et de la lutte armée contre la bourgeoisie. Déjà en 2011, il est condamné à de la prison pour avoir fait l'apologie d'organisations

armées comme le Groupe de Résistance Antifasciste du Premier Octobre, la Fraction Armée Rouge... En 2014 il est à nouveau condamné pour apologie du terrorisme à 2 ans de prison, puis une nouvelle fois en 2018. La liste des condamnations contre l'artiste s'étend sur l'ensemble des années 2010 avec comme charge centrale, à chaque fois, son soutien sans détours et sa participation à la lutte contre l'État bourgeois espagnol.

L'acharnement de l'État est fort car le rappeur est une figure visible du mouvement révolutionnaire espagnol. Son positionnement en faveur de l'indépendance de la Catalogne lui vaut un fort soutien parmi les masses du pays. Pour preuve, suite à son arrestation en février 2021, c'est plusieurs jours d'émeutes qui ont embrasé le pays, de Barcelone à Madrid, pour demander la libération de l'artiste. Cette mobilisation a duré deux semaines et amené à plus de 200 arrestations et 200 blessés, dont une fillette éborgnée par la police.

L'enferment de Pablo Hasél n'est pas seulement un exemple de la lutte contre la liberté d'expression menée par la bourgeoisie, mais bien une expression directe de la lutte des classes, contre le socialisme et les idées révolutionnaires. Il y a fort à parier que de nouveaux chefs d'accusation seront trouvés pour

que l'artiste ne quitte jamais la prison, comme ce fut le cas avec la nouvelle condamnation de mars 2023.

Pour la libération du prisonnier politique Pablo Hasél !

**« Mort au régime qui ne nous laisse que des os
À la justice qui nous garde prisonniers
Mais à l'extérieur aussi il y a des barreaux
Qui t'exploitent et te distraient pour ne pas que tu explodes
Que votre inquisition me conduise au bûcher
Les flammes m'attendent pour enflammer la rage des travailleurs
Je ne serai jamais dans la prison de la peur
Nous sommes capables d'arrêter ce qu'ils font, crois-le ! »**

Paroles tirées du titre *Ni Felipe VI* du rappeur Pablo Hasél (traduction de la rédaction)

Abonnez-vous!

La Cause du peuple lance sa campagne d'abonnements



La Cause du Peuple lance sa campagne d'abonnements ! Il existe différentes formules selon votre situation et vos moyens. Ces abonnements annuels vous garantissent de recevoir 10 à 12 numéros.

Abonnement auprès d'un comité local : 30 €/an

Rendez-vous auprès de notre réseau de militants dans différentes villes de France pour cette formule.

► Paiement en espèces auprès d'un comité local.

Abonnement postal : 40 €/an

Cet abonnement comprend une livraison à domicile de chaque numéro.

► Paiement en chèque ou par Lydia.

Abonnement de soutien : à partir de 50 €/an

Cette formule comprend l'envoi à domicile de chaque numéro, et permet en plus au journal de financer son organisation et ses actions militantes.

► Paiement en chèque ou par Lydia.

Écrivez-nous à cdp.abonnements@protonmail.com pour l'abonnement postal et l'abonnement de soutien, en précisant votre adresse (voirie, numéro, commune et code postal) et numéro ou nom de boîte à lettres, ainsi que la formule d'abonnement souhaitée.